

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2006 : Numéro 3 — Qualité, taille et abordabilité du logement au Canada, 1991-2006

INTRODUCTION

Le présent *Point en recherche* examine les conditions de logement au Canada de 1991 à 2006, et en particulier les changements intervenus à cet égard entre 2001 et 2006. Il prend appui sur les données du recensement et sur la définition de ce qu'est un logement acceptable, laquelle établit trois normes d'acceptabilité : qualité convenable, taille convenables et abordabilité (voir l'encadré). Au moyen de données nationales, provinciales et territoriales, ce rapport renseigne, d'une part, sur le pourcentage des ménages canadiens occupant un logement acceptable et, d'autre part, sur la proportion des ménages en situation de besoins impérieux parmi ceux qui occupent un logement inacceptable.

Être mal logé en regard des normes ne signifie pas nécessairement éprouver des besoins impérieux en matière de logement. En effet, certains des ménages canadiens dont le logement n'est pas conforme à une ou plusieurs normes disposent néanmoins de revenus suffisants pour louer un logement acceptable, mais d'autres non : ce sont ces derniers qui se trouvent en situation de besoins impérieux.

L'univers des ménages urbains pris en considération en vue d'évaluer les besoins impérieux en matière de logement comprend seulement les ménages privés non agricoles, non membres d'une bande et vivant hors réserve qui ont un revenu positif et dont le rapport frais de logement-revenu (RFLR) est inférieur à 100 %. Les frais liés aux résidences agricoles sont indissociables des frais liés aux autres bâtiments d'une ferme. Par ailleurs, les frais de logement ne sont pas recueillis pour les ménages (vivant dans les réserves ou hors réserve) qui voient ces frais pris en charge par leur bande. Aux fins de la mesure de l'abordabilité, la SCHL estime qu'il n'est pas possible d'interpréter un RFLR de 100 % ou plus, et de ce fait, l'analyse ne tient pas compte des ménages auxquels un tel rapport s'applique, pas plus que des ménages dont le revenu est nul ou négatif.

LOGEMENT ACCEPTABLE ET BESOINS IMPÉRIEUX EN MATIÈRE DE LOGEMENT

On considère qu'un logement est **acceptable** s'il est de qualité convenable, de taille convenable et de prix abordable.

- Un logement est de **qualité convenable** si, de l'avis de ses occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures.
- Un logement est de **taille convenable** si le nombre de chambres suffit, compte tenu de la taille et de la composition du ménage, au sens des définitions figurant dans la Norme nationale d'occupation (NNO). Selon cette norme, « suffisamment de chambres » signifie une chambre pour chaque membre des catégories d'occupants suivantes : couple d'adultes; personne seule de 18 ans ou plus faisant partie du ménage; deux enfants de même sexe âgés de moins de 18 ans; fille ou garçon additionnel dans la famille, sauf s'il y a deux enfants de sexe opposé âgés de moins de cinq ans, qui peuvent partager la même chambre. Un ménage composé d'une personne seule peut occuper un studio (c'est-à-dire un logement sans chambre distincte).
- Un logement est **abordable** s'il coûte moins de 30 % du revenu du ménage avant impôt. Les frais de logement comprennent, pour les locataires, le loyer et les coûts de l'électricité, des combustibles, de l'approvisionnement en eau et des autres services municipaux et, pour les propriétaires, les paiements hypothécaires (principal et intérêt), les impôts fonciers, les charges de copropriété le cas échéant, ainsi que les coûts de l'électricité, des combustibles, de l'approvisionnement en eau et des autres services municipaux.

On dit d'un ménage qu'il éprouve des **besoins impérieux en matière de logement** si son habitation n'est pas conforme à au moins une des normes d'acceptabilité (qualité, taille ou abordabilité) et si 30 % de son revenu total avant impôt serait insuffisant pour payer le loyer médian des logements acceptables (répondant aux trois normes) situés dans sa localité.

Le Point en recherche

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2006 : Numéro 3 —
Qualité, taille et abordabilité du logement au Canada, 1991-2006

Parmi les 12,4 millions de ménages privés¹ dénombrés lors du Recensement de 2006, 11,8 millions étaient des ménages non agricoles, non membres d'une bande, vivant hors réserve qui affichaient un RFLR interprétable. Le présent *Point en recherche* examine les conditions de logement de ces 11,8 millions de ménages².

CONCLUSIONS

La proportion de ménages éprouvant des besoins impérieux en matière de logement continue de régresser

Après avoir progressé de 1996 à 2001, le pourcentage de ménages canadiens occupant un logement acceptable a légèrement diminué entre

Tableau 1 Abordabilité, taille et qualité des logements des ménages canadiens, 1991-2006

A. Normes	B. Recensement	C. Ménages dont le logement est conforme à la norme énoncée dans la colonne A			D. Ménages dont le logement n'est pas conforme à la norme énoncée dans la colonne A					
					Capables d'obtenir un logement acceptable			Incapables d'obtenir un logement acceptable		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Acceptable	1991	69,7 %	77,2 %	56,9 %	16,7 %	16,8 %	16,6 %	13,6 %	6,0 %	26,6 %
	1996	67,8 %	76,9 %	51,0 %	16,6 %	16,2 %	17,3 %	15,6 %	6,9 %	31,7 %
	2001	69,9 %	78,0 %	53,7 %	16,3 %	15,5 %	18,0 %	13,7 %	6,6 %	28,3 %
	2006	69,5 %	77,3 %	51,8 %	17,8 %	16,4 %	21,0 %	12,7 %	6,3 %	27,2 %
Abordable	1991	80,0 %	86,2 %	69,2 %	8,2 %	9,1 %	6,6 %	11,8 %	4,7 %	24,1 %
	1996	77,8 %	85,8 %	63,1 %	8,2 %	8,5 %	7,8 %	13,9 %	5,7 %	29,1 %
	2001	79,8 %	86,6 %	66,2 %	7,9 %	7,8 %	8,1 %	12,3 %	5,6 %	25,7 %
	2006	78,6 %	84,8 %	64,6 %	10,0 %	9,6 %	10,9 %	11,4 %	5,5 %	24,6 %
Taille convenable	1991	93,6 %	95,8 %	89,8 %	4,5 %	3,6 %	6,0 %	2,0 %	0,6 %	4,2 %
	1996	93,1 %	95,9 %	88,0 %	4,3 %	3,3 %	6,0 %	2,6 %	0,7 %	6,0 %
	2001	93,9 %	96,3 %	89,2 %	4,0 %	3,1 %	5,9 %	2,0 %	0,6 %	5,0 %
	2006	94,0 %	96,3 %	88,8 %	4,1 %	3,1 %	6,3 %	1,9 %	0,6 %	4,9 %
Qualité convenable	1991	92,2 %	92,8 %	91,2 %	5,5 %	5,6 %	5,5 %	2,3 %	1,6 %	3,3 %
	1996	92,1 %	92,6 %	91,0 %	5,6 %	5,8 %	5,2 %	2,4 %	1,6 %	3,8 %
	2001	92,2 %	92,9 %	90,8 %	5,7 %	5,8 %	5,6 %	2,1 %	1,4 %	3,5 %
	2006	92,9 %	93,9 %	90,5 %	5,2 %	5,0 %	5,8 %	1,9 %	1,1 %	3,7 %

Les chiffres ont été arrondis.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).

¹ Selon le *Dictionnaire du Recensement de 2006* de Statistique Canada, un **ménage privé** est formé d'une personne ou d'un groupe de personnes qui occupent le même logement et qui n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

² Le tableau 1 en annexe montre le nombre de ménages dont la situation a été examinée, à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires, pour déterminer s'ils éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement. Associées aux pourcentages qui figurent dans ce Point en recherche, ces données permettent de se faire une idée du nombre de ménages faisant face à différentes conditions de logement. Pour en savoir plus sur les conditions de logement, et notamment pour connaître le nombre de ménages inclus dans le calcul des taux et des pourcentages présentés ici, veuillez vous référer au *Logement au Canada en ligne* (LACEL), l'outil interactif conçu par la SCHL qui permet de créer des tableaux personnalisés afin d'étudier les conditions de logement et qui est disponible sur le site www.schl.ca.

2001 et 2006 (voir le tableau 1). Près de sept ménages sur dix (69,5 %) occupaient en 2006 un logement acceptable, c'est-à-dire une habitation répondant aux trois normes. Les autres ménages se répartissaient en deux groupes, les uns ayant des revenus suffisants pour pouvoir obtenir un logement acceptable (17,8 %), les autres non (12,7 %), ces derniers éprouvant donc des besoins impérieux en matière de logement.

Autrement dit, environ trois ménages sur cinq parmi ceux qui vivaient dans des logements inacceptables auraient eu les moyens de se loger convenablement : ils étaient en mesure de payer le loyer d'un logement acceptable de prix médian sans y consacrer 30 % ou plus de leur revenu avant impôt. Un peu plus élevé en 2006 qu'en 2001, ce pourcentage ne cesse d'augmenter depuis 1996, et cela en partie grâce à dix années de croissance des revenus. De ce fait, la proportion des ménages en situation de besoins impérieux suit une courbe descendante depuis 1996.

Les propriétaires ont de tout temps eu beaucoup moins de mal que les locataires à se loger de manière convenable, et 2006 a confirmé cette tendance. La capacité accrue des propriétaires à assumer les frais d'un logement acceptable n'a rien de surprenant, vu qu'en 2005, le revenu moyen de leur ménage (85 857 \$) était plus de deux fois supérieur à celui des ménages locataires (41 943 \$)¹. En 2006, 77,3 % des ménages propriétaires au Canada vivaient dans un logement acceptable, contre à peine plus de la moitié des ménages locataires (51,8 %). Un peu plus de sept ménages propriétaires sur dix dont l'habitation ne satisfaisait pas à un ou plusieurs critères de ce qui constitue un logement acceptable disposaient de revenus suffisants pour louer un tel logement. Par contre, moins de la moitié des ménages locataires mal logés avaient les moyens de se procurer un logement acceptable. Les revenus plus élevés des propriétaires étaient l'une des principales raisons pour lesquelles la proportion de ces derniers qui éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement en 2006 (6,3 %) ne représentait pas même le quart de celle des ménages locataires dans la même situation (27,2 %).

Les logements sont plus souvent non conformes à la norme d'abordabilité qu'à celle relative à la taille ou à la qualité

Les Canadiens ont toujours eu plus de mal à se loger à un prix abordable qu'à trouver un logement en bon état ou dont la taille répond à leurs besoins. Il existe dans l'ensemble trois fois plus de ménages, sinon davantage, dont le logement n'est pas conforme à la norme d'abordabilité que de ménages occupant un logement surpeuplé ou nécessitant des réparations majeures. De 1996 à 2006, une décennie

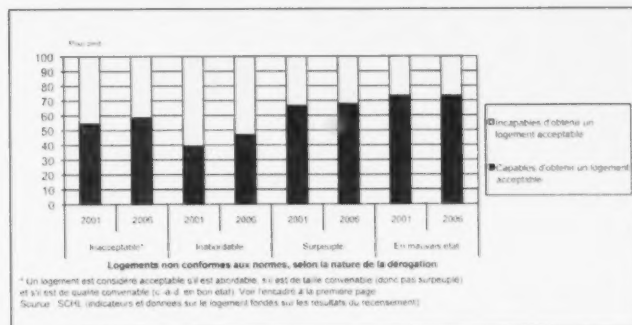


Figure 1 Ménages dont le logement n'est pas conforme aux normes, selon leur capacité ou non d'obtenir un logement acceptable, Canada, 2001 et 2006

caractérisée par la relance et l'expansion économiques, on a assisté au Canada à une hausse de la proportion de logements conformes aux normes relatives à la taille et à la qualité, laquelle a atteint des niveaux excédant ceux relevés en 1991 (voir le tableau 1). Après avoir crû à la fin des années 1990, la proportion de logements conformes à la norme d'abordabilité a, pour sa part, régressé quelque peu entre 2001 et 2006.

Malgré cette baisse, la vaste majorité des ménages canadiens occupaient en 2006 un logement abordable en regard de leur revenu. Quatre ménages sur cinq (78,6 %) utilisaient moins de 30 % de leur revenu avant impôt pour se loger. Dix pour cent des ménages consacraient 30 % de leur revenu, voire plus, à leurs frais de logement, mais ils disposaient de revenus suffisants pour se procurer un logement acceptable. Les 11,4 % de ménages restants étaient incapables d'obtenir un logement acceptable et se trouvaient de ce fait en situation de besoins impérieux.

Cela signifie que près de la moitié des ménages qui occupaient un logement inabordable disposaient de revenus suffisants pour s'offrir un logement acceptable, une proportion bien supérieure à celle de moins de 40 % observée en 2001. Tel qu'il est indiqué plus haut, la progression constante des revenus a contribué à renforcer la capacité des ménages à se loger de manière satisfaisante en 2006. Malgré cette amélioration, les ménages qui consacraient à leur logement plus que la norme d'abordabilité de 30 % demeuraient toutefois moins susceptibles de pouvoir obtenir un logement acceptable que les ménages dont le logement manquait de satisfaire aux normes relatives à la taille ou à la qualité (voir la figure 1 et l'analyse qui suit).

¹ Les données recueillies lors d'un recensement se rapportent à l'année civile qui a précédé la tenue de celui-ci. En conséquence, les estimations des revenus des ménages fondées sur les résultats du Recensement de 2006 reflètent les revenus de 2005. Les chiffres relatifs aux revenus reproduits dans le présent Point en recherche ont trait à l'univers des ménages examinés en vue d'évaluer les besoins impérieux en matière de logement, lequel ne comprenait que les ménages privés non agricoles, non membres d'une bande et vivant hors réserve qui affichaient un rapport frais de logement-revenu interprétable.

Les locataires ont beaucoup plus de difficulté à trouver un logement acceptable que les propriétaires, et ce, en raison des écarts entre leurs revenus décrits plus haut. En 2006, un peu moins des deux tiers (64,6 %) des ménages locataires occupaient un logement abordable, contre 84,8 % des ménages propriétaires. Ces pourcentages étaient en légère baisse par comparaison à 2001. Près des deux tiers des propriétaires dont l'habitation n'était pas conforme à la norme d'abordabilité étaient cependant en mesure d'obtenir un logement acceptable à cet égard, contre seulement trois locataires sur dix.

La conformité des logements à la norme relative à la taille pose depuis toujours un peu moins de problèmes au Canada que la conformité aux normes d'abordabilité ou de qualité. En 2006, 94,0 % des ménages canadiens vivaient dans un logement dont la taille répondait à leurs besoins. On comptait par ailleurs au pays 4,1 % de ménages vivant dans un logement surpeuplé selon la norme mais disposant de revenus suffisants pour pouvoir obtenir un logement acceptable. À peine 1,9 % des ménages occupaient un logement de taille insuffisante et n'avaient pas les moyens de se loger de manière acceptable. Autrement dit, un peu plus des deux tiers des ménages dont le logement était surpeuplé étaient capables de se procurer un logement acceptable. Des proportions importantes tant de propriétaires (96,3 %) que de locataires (88,8 %) occupaient une habitation de taille convenable, et la majorité de ceux qui vivaient dans des conditions de surpeuplement auraient pu louer un logement acceptable sans consacrer 30 % ou plus de leur revenu à leurs frais de logement.

Les logements en mauvais état sont presque aussi rares que les logements de taille insuffisante. En 2006, 92,9 % des ménages étaient logés dans une habitation conforme à la norme de qualité. Parmi les ménages restants, 5,2 % avaient des revenus suffisants pour pouvoir se procurer un logement acceptable, et seulement 1,9 % étaient incapables d'obtenir un tel logement. Ainsi, près des deux tiers des ménages mal logés en regard de la norme de qualité avaient les moyens de se procurer un logement acceptable. Plus de 90 % des ménages, propriétaires et locataires confondus, occupaient un logement en bon état, et la plupart de ceux dont l'habitation nécessitait des réparations majeures disposaient de revenus suffisants pour pouvoir obtenir un logement acceptable.

L'abordabilité est la clef de voûte du logement acceptable

Une habitation peut manquer de satisfaire à un, deux, voire trois des critères de ce qui constitue un logement acceptable. En 2006, 26,7 % des ménages occupaient un logement non conforme à une seule des trois normes, tandis que 3,8 % occupaient un logement ne satisfaisant pas à plus d'un critère (voir le tableau 2).

Tableau 2 Non-conformité des logements à une ou plusieurs normes, Canada, 2006

	% des ménages occupant un tel logement (voir première colonne)	% de ces ménages en situation de besoins impérieux
Logement conforme aux normes	69,5 %	—
Logement non conforme aux normes	30,5 %	12,7 %
Logement non conforme à une norme	26,7 %	10,3 %
Abordabilité	18,1 %	9,1 %
Taille	4,0 %	0,6 %
Qualité	4,7 %	0,6 %
Logement non conforme à plusieurs normes	3,8 %	2,4 %
Abordabilité et taille	1,4 %	1,0 %
Abordabilité et qualité	1,8 %	1,1 %
Taille et qualité	0,5 %	0,1 %
Abordabilité, taille et qualité	0,2 %	0,2 %
Les chiffres ont été arrondis : il se peut que leur somme ne corresponde pas aux totaux indiqués.		
Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).		

La principale raison pour laquelle le logement de ces deux groupes de ménages était considéré inacceptable était qu'il ne répondait pas au critère d'abordabilité. En 2006, 18,1 % des ménages vivaient dans une habitation qui était de taille et de qualité convenables, mais qui était trop chère par rapport à leur revenu. Les deux tiers des logements qui ne dérogent qu'à une seule norme sont des logements inabordables pour les ménages qui les occupent. L'abordabilité était aussi en cause dans la vaste majorité des cas de logements non conformes à plus d'une norme. Tout juste 0,5 % des ménages occupaient des logements abordables, mais ne satisfaisant ni à la norme relative à la taille, ni à celle relative à la qualité.

La moitié, sinon plus, des ménages dont le logement n'était pas acceptable parce qu'il n'était pas abordable, ou entre autres pour cette raison, avaient des revenus insuffisants pour se procurer un logement

acceptable et se trouvaient donc en situation de besoins impérieux. Par comparaison, la très grande majorité des ménages dont l'habitation n'était pas acceptable pour des raisons autres que l'abordabilité n'éprouvaient pas pour autant de besoins impérieux en matière de logement. À titre d'exemple, en 2006, seulement un ménage sur huit parmi ceux qui occupaient un logement conforme aux normes, sauf en ce qui concerne la qualité, se trouvait en situation de besoins impérieux. Globalement, 90 % des ménages qui avaient des besoins impérieux en matière de logement en 2006 occupaient une habitation qui ne satisfaisait pas à la norme d'abordabilité.

Les conditions de logement varient d'un bout à l'autre du Canada

En 2006, les conditions de logement dans les différentes provinces et les divers territoires reflétaient en général les tendances observées pour le Canada tout entier (voir les tableaux 2 à 5 en annexe)⁴. Sauf exception, la proportion de ménages qui vivaient dans une habitation satisfaisant aux différents critères de ce qui constitue un logement acceptable était à l'image de ce que l'on pouvait observer à l'échelle nationale, tout comme les proportions de ménages capables ou non d'obtenir un logement acceptable. Dans la plupart des régions du Canada, la conformité à la norme relative à la taille était la plus fréquente, et la norme la moins souvent satisfaite était celle de l'abordabilité.

- À l'échelle du pays, exception faite des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, entre les deux tiers et les trois quarts des ménages occupaient un logement acceptable en 2006 (voir le tableau 2 en annexe). La proportion de ménages ainsi logés était la plus élevée à Terre-Neuve-et-Labrador (75,1 %) et la plus faible en Colombie-Britannique (66,0 %) et en Ontario (67,1 %). Les ménages les moins susceptibles de vivre dans un logement acceptable étaient ceux des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et en particulier ces derniers, parmi lesquels à peine plus de la moitié (52,0 %) occupaient un tel logement.
- Un peu partout, le pourcentage de ménages occupant un logement acceptable a augmenté entre 2001 et 2006 ou est demeuré inchangé. Les exceptions à la règle sont l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario, la Saskatchewan et le Nunavut, où la proportion de ménages vivant dans un logement acceptable avait quelque peu diminué en 2006 par comparaison à 2001.
- Le pourcentage des ménages mal logés qui étaient capables d'obtenir un logement acceptable allait de moins de 25 %, au Nunavut, à plus de 60 %, en Alberta et au Québec. Terre-Neuve-et-Labrador était la seule province où les ménages ayant les moyens financiers nécessaires pour obtenir un logement acceptable représentaient moins de la moitié des ménages occupant des logements non conformes aux normes.
- Dans l'ensemble des provinces et des territoires, les propriétaires étaient plus susceptibles que les locataires de vivre dans une habitation conforme aux trois critères de ce qui constitue un logement acceptable (taille convenable, qualité convenable et abordabilité). Dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, cependant, les écarts observés à cet égard entre les ménages propriétaires et les ménages locataires étaient plus étroits qu'ailleurs au pays. Parmi les ménages qui ne vivaient pas dans un logement acceptable, les propriétaires étaient, toutes provinces et tous territoires confondus, plus susceptibles que les locataires de disposer de revenus qui leur auraient permis d'assumer les frais d'un tel logement.
- Dans la plupart des provinces, au moins 95 % des logements étaient conformes à la norme relative à la taille (voir le tableau 3 en annexe). Faisaient exception l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Manitoba, où cette proportion était de 92,6 %, 92,9 % et 94,1 %, respectivement. Le pourcentage de logements de taille convenable était moins élevé dans les territoires, en particulier au Nunavut (68,7 %), où la norme la moins souvent satisfaite était justement celle relative à la taille, avec pour conséquence que près d'un tiers des ménages vivaient dans une habitation surpeuplée.
- Entre 2001 et 2006, la proportion de logements acceptables sur le plan de la qualité s'est améliorée ou est demeurée stable dans toutes les provinces (voir le tableau 4 en annexe). Par contre, dans les territoires, la qualité des logements s'est détériorée un tant soit peu. Les logements de qualité convenable étaient légèrement plus courants dans les quatre plus grandes provinces qu'ailleurs. C'est en Alberta que l'on trouvait la plus forte proportion de logements en bon état (93,8 %), l'Ontario (93,7 %) venant au deuxième rang. Les logements nécessitant des réparations majeures étaient proportionnellement les plus nombreux dans les territoires, et en particulier au Nunavut, où un ménage sur cinq occupait une habitation qui ne satisfaisait pas à la norme relative à la qualité, et dans les Territoires du Nord-Ouest, où cette même norme était celle à laquelle les logements dérogeaient le plus souvent. Le Nouveau-Brunswick est la province qui affichait la plus faible proportion de ménages occupant un logement conforme à la norme concernant la qualité (90,6 %), suivi de la Nouvelle-Écosse (90,8 %).
- Presque partout au Canada, les ménages ont eu plus de mal à trouver un logement abordable qu'à trouver un logement de taille ou de qualité convenables. Au niveau des provinces, la proportion des ménages occupant un logement abordable allait de 84,0 %, au Manitoba, à 75,4 %, en Colombie-Britannique (voir le tableau 5 en annexe). L'Ontario, avec ses 76,1 % de ménages dans cette situation, était la seule autre province où moins de 80 % des logements étaient conformes à la norme d'abordabilité. Contrairement au reste du Canada, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut comptaient une plus forte

⁴ Tel qu'il a été indiqué plus tôt, le tableau 1 en annexe présente, par statut d'occupation, le nombre de ménages dont la situation a été examinée dans chaque province et territoire en vue de déterminer s'ils éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement.

proportion de logements abordables (88,0 et 92,3 %, respectivement) que de logements de taille ou de qualité convenables.

- La part des ménages occupant un logement inabordable qui étaient capables d'obtenir un logement acceptable variait d'un peu plus de 50 %, en Alberta, à environ 5 %, au Nunavut. Les constatations concernant la taille et la qualité des logements étaient toutes autres. Dans l'ensemble, la vaste majorité des ménages vivant dans des logements non conformes aux normes relatives à la taille ou à la qualité disposaient de revenus suffisants pour se procurer un logement acceptable. À Terre-Neuve-et-Labrador, toutefois, à peine la moitié des ménages dont l'habitation était en mauvais état avaient les moyens de se loger de manière acceptable ailleurs. Dans les territoires, les ménages confrontés à des problèmes liés à la taille ou à la qualité étaient moins susceptibles que ceux du reste du pays de pouvoir obtenir un logement acceptable, en particulier au Nunavut, où seulement le quart environ des ménages dont le logement était surpeuplé ou nécessitait des réparations majeures avaient des revenus suffisants pour se loger convenablement.
- Les différences régionales quant aux pourcentages de ménages occupant un logement acceptable et à la part des ménages mal logés capables d'obtenir un tel logement se traduisent par des proportions variées de ménages en situation de besoins impérieux. À l'échelle des provinces, la fréquence des besoins impérieux en matière de logement en 2006 allait de 10,1 %, en Alberta, à 14,6 %, en Colombie-Britannique. La proportion de ménages dans cette situation était plus importante dans les territoires, et en particulier au Nunavut (37,2 %). Ces pourcentages cachent de considérables écarts selon le statut d'occupation. Dans l'ensemble des provinces et des territoires, les locataires éprouvaient nettement plus souvent des besoins impérieux en matière de logement que les propriétaires.

RÉSUMÉ

En 2006, sept ménages canadiens sur dix, soit à peu près la même proportion qu'en 2001, vivaient dans un logement acceptable, autrement dit, dans un logement qui était conforme aux normes relatives à la qualité (en bon état), la taille (pas surpeuplé) et l'abordabilité. Les propriétaires occupaient bien plus souvent un logement acceptable que les locataires.

Près de 60 % des ménages qui n'occupaient pas un logement acceptable avaient des revenus suffisants pour obtenir un tel logement. Parmi ceux qui étaient mal logés, les propriétaires étaient bien plus susceptibles que les locataires de pouvoir se procurer un logement acceptable.

La capacité des ménages mal logés d'obtenir un logement acceptable s'est améliorée de 1996 à 2006, décennie durant laquelle les revenus n'ont cessé de croître. La moindre fréquence des besoins impérieux en matière de logement observée en 2006 par comparaison à 2001 reflète cette amélioration.

Pour les ménages canadiens, l'abordabilité des logements est depuis toujours un problème plus courant que leur taille ou leur qualité. Ceci étant dit, en 2006, près de quatre ménages sur cinq occupaient un logement qui leur coûtait moins de 30 % de leur revenu avant impôt, une proportion en léger retrait par rapport à celle relevée en 2001. Les proportions de ménages vivant dans des logements de taille et de qualité convenables, en légère hausse durant la période intercensitaire, dépassaient largement les 90 % en 2006.

En 2006, les deux tiers des ménages qui occupaient un logement non conforme à la norme relative à la taille et près des trois quarts des ménages dont le logement ne satisfaisait pas à la norme concernant la qualité disposaient de revenus suffisants pour se procurer un logement acceptable. Les ménages ayant des problèmes d'abordabilité étaient dans une situation plus difficile : un peu moins de la moitié des ménages dont le logement n'était pas conforme à la norme d'abordabilité étaient capables d'obtenir un logement acceptable.

Les conditions de logement dans les provinces et les territoires reflétaient dans l'ensemble celles observées à l'échelle nationale. Les résidents des territoires, et en particulier ceux du Nunavut, avaient en général plus de mal à se procurer un logement acceptable que les autres Canadiens.

REMERCIEMENTS

La SCHL contribue au financement de la collecte de données sur le logement pour le Recensement du Canada et les enquêtes de Statistique Canada. L'information de Statistique Canada est utilisée avec la permission de l'organisme. Il est interdit aux utilisateurs de reproduire les données et de les rediffuser, telles quelles ou modifiées, à des fins commerciales sans le consentement exprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, le cas échéant, de Statistique Canada. On peut se renseigner sur l'éventail des données de Statistique Canada auprès des bureaux régionaux de l'organisme, sur son site Web (www.statcan.gc.ca) ou encore par téléphone, en composant, sans frais, le 1-800-263-1136.

Pour obtenir davantage d'information au sujet des données sur le logement de la SCHL fondées sur les résultats des recensements, veuillez vous référer au *Logement au Canada en ligne* sur le site Web de la Société, www.schl.ca. Pour toute question concernant le présent document, pour formuler des observations à son égard ou pour suggérer des sujets de recherche, merci de bien vouloir nous contacter, soit par courriel, à l'adresse HiCO-LaCel@schl.ca, soit par la poste, à l'adresse suivante :

Politiques et recherche
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Annexe - Tableau I Ménages examinés en vue de déterminer s'ils éprouvent des besoins impérieux en matière de logement, Canada, provinces et territoires, 1991-2006

		Nombre de ménages examinés (en milliers)		
		Total	Propriétaires	Locataires
Canada	1991	9 371,7	5 925,5	3 446,3
	1996	10 027,8	6 494,0	3 533,8
	2001	10 805,6	7 229,7	3 576,0
	2006	11 766,1	8 158,1	3 608,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1991	169,8	134,8	35,0
	1996	177,8	139,5	38,3
	2001	181,7	143,9	37,8
	2006	191,8	152,3	39,4
Île-du-Prince-Édouard	1991	41,7	30,7	11,0
	1996	45,1	32,7	12,5
	2001	48,1	35,4	12,7
	2006	50,9	37,8	13,1
Nouvelle-Écosse	1991	309,6	221,9	87,7
	1996	323,1	233,1	90,0
	2001	339,7	245,8	93,9
	2006	360,8	263,7	97,1
Nouveau-Brunswick	1991	243,3	181,9	61,3
	1996	255,7	191,9	63,8
	2001	268,8	203,2	65,6
	2006	284,2	217,2	67,0
Québec	1991	2 479,9	1 399,1	1 080,8
	1996	2 621,6	1 519,3	1 102,3
	2001	2 812,8	1 658,1	1 154,7
	2006	3 061,4	1 863,0	1 198,4
Ontario	1991	3 433,9	2 212,1	1 221,8
	1996	3 680,3	2 410,6	1 269,7
	2001	3 981,5	2 748,9	1 232,7
	2006	4 319,1	3 109,7	1 209,4
Manitoba	1991	364,1	242,2	121,9
	1996	374,6	255,4	119,3
	2001	389,8	271,2	118,7
	2006	414,3	294,1	120,2
Saskatchewan	1991	304,4	209,3	95,0
	1996	314,4	217,0	97,5
	2001	323,1	230,8	92,2
	2006	346,7	254,3	92,4

Annexe - Tableau 1 Ménages examinés en vue de déterminer s'ils éprouvent des besoins impérieux en matière de logement, Canada, provinces et territoires, 1991-2006
(suite)

		Nombre de ménages examinés (en milliers)		
		Total	Propriétaires	Locataires
Alberta	1991	828,7	527,0	301,8
	1996	891,2	607,3	283,9
	2001	1 014,2	719,3	294,9
	2006	1 184,0	874,3	309,7
Colombie-Britannique	1991	1 171,4	756,0	415,3
	1996	1 315,4	873,7	441,7
	2001	1 416,7	958,1	458,7
	2006	1 520,1	1 074,8	445,3
Yukon	1991	9,3	5,5	3,8
	1996	10,2	6,5	3,8
	2001	10,2	6,9	3,3
	2006	11,5	7,8	3,7
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut réunis*	1991	15,7	5,0	10,7
	1996	18,3	7,1	11,2
	2001	19,1	8,2	10,9
	2006	21,4	9,1	12,3
Territoires du Nord-Ouest	1991	15,7	5,0	10,7
	1996	18,3	7,1	11,2
	2001	12,0	6,5	5,5
	2006	13,7	7,3	6,4
Nunavut	1991	S.O.	S.O.	S.O.
	1996	S.O.	S.O.	S.O.
	2001	7,1	1,7	5,4
	2006	7,7	1,7	6,0

Les chiffres ont été arrondis.

*En 1999, le Nunavut a été institué en tant que territoire distinct des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). Par conséquent, les données séparées pour le Nunavut et les T.N.-O. ne sont disponibles qu'à partir de 2001. Aux fins de comparaison, le cumul des chiffres concernant les T.N.-O. et le Nunavut a été indiqué.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).

Annexe - Tableau 2 Logements acceptables et besoins impérieux en matière de logement, Canada, provinces et territoires, 1991-2006

		Ménages occupant un logement acceptable			Ménages occupant un logement inacceptable					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Canada	1991	69,7 %	77,2 %	56,9 %	16,7 %	16,8 %	16,6 %	13,6 %	6,0 %	26,6 %
	1996	67,8 %	76,9 %	51,0 %	16,6 %	16,2 %	17,3 %	15,6 %	6,9 %	31,7 %
	2001	69,9 %	78,0 %	53,7 %	16,3 %	15,5 %	18,0 %	13,7 %	6,6 %	28,3 %
	2006	69,5 %	77,3 %	51,8 %	17,8 %	16,4 %	21,0 %	12,7 %	6,3 %	27,2 %
Terre-Neuve-et-Labrador	1991	72,8 %	76,9 %	57,0 %	12,7 %	12,8 %	12,4 %	14,5 %	10,3 %	30,6 %
	1996	73,6 %	79,2 %	53,4 %	11,6 %	11,5 %	11,9 %	14,8 %	9,3 %	34,8 %
	2001	73,8 %	79,2 %	53,0 %	11,6 %	11,4 %	12,2 %	14,6 %	9,4 %	34,8 %
	2006	75,1 %	81,0 %	52,2 %	10,7 %	10,0 %	13,2 %	14,2 %	9,0 %	34,5 %
Île-du-Prince-Édouard	1991	73,2 %	78,9 %	57,6 %	13,4 %	13,4 %	13,2 %	13,4 %	7,7 %	29,3 %
	1996	71,3 %	78,5 %	52,2 %	15,3 %	14,3 %	18,0 %	13,4 %	7,2 %	29,8 %
	2001	72,9 %	79,7 %	54,0 %	14,2 %	13,6 %	15,9 %	12,9 %	6,7 %	30,1 %
	2006	71,7 %	78,6 %	52,0 %	15,6 %	14,2 %	19,5 %	12,6 %	7,2 %	28,4 %
Nouvelle-Écosse	1991	70,5 %	76,0 %	56,5 %	15,9 %	16,3 %	15,0 %	13,6 %	7,7 %	28,5 %
	1996	69,4 %	77,2 %	49,3 %	15,7 %	15,1 %	17,2 %	14,9 %	7,7 %	33,6 %
	2001	70,6 %	78,1 %	51,0 %	14,2 %	13,9 %	15,2 %	15,2 %	8,1 %	33,9 %
	2006	71,2 %	79,2 %	49,6 %	16,7 %	15,0 %	21,3 %	12,1 %	5,9 %	29,1 %
Nouveau-Brunswick	1991	71,3 %	76,9 %	54,6 %	12,5 %	12,6 %	12,5 %	16,2 %	10,5 %	33,0 %
	1996	71,0 %	76,9 %	53,3 %	15,4 %	15,9 %	13,8 %	13,6 %	7,2 %	32,9 %
	2001	72,8 %	78,3 %	55,9 %	16,0 %	15,6 %	17,5 %	11,2 %	6,2 %	26,5 %
	2006	74,0 %	79,9 %	54,8 %	15,7 %	14,5 %	19,7 %	10,3 %	5,7 %	25,4 %
Québec	1991	69,0 %	77,0 %	58,7 %	16,5 %	17,8 %	14,7 %	14,5 %	5,2 %	26,6 %
	1996	67,9 %	77,3 %	54,9 %	15,8 %	16,8 %	14,6 %	16,3 %	5,9 %	30,6 %
	2001	71,7 %	80,1 %	59,6 %	15,8 %	15,4 %	16,4 %	12,5 %	4,5 %	24,0 %
	2006	71,6 %	80,8 %	57,4 %	17,8 %	15,8 %	20,8 %	10,6 %	3,4 %	21,8 %
Ontario	1991	68,7 %	75,7 %	56,2 %	19,4 %	19,1 %	19,8 %	11,9 %	5,2 %	23,9 %
	1996	65,8 %	75,6 %	47,3 %	18,0 %	17,2 %	19,5 %	16,1 %	7,2 %	33,2 %
	2001	68,4 %	77,3 %	48,6 %	16,5 %	15,4 %	19,0 %	15,1 %	7,3 %	32,3 %
	2006	67,1 %	75,1 %	46,4 %	18,4 %	17,5 %	20,6 %	14,5 %	7,4 %	33,0 %
Manitoba	1991	70,9 %	78,4 %	56,1 %	15,2 %	15,6 %	14,4 %	13,9 %	6,0 %	29,5 %
	1996	70,9 %	79,5 %	52,6 %	14,4 %	14,1 %	14,9 %	14,7 %	6,4 %	32,5 %
	2001	72,0 %	79,5 %	54,9 %	16,4 %	14,8 %	20,0 %	11,6 %	5,7 %	25,1 %
	2006	72,9 %	80,6 %	54,2 %	15,8 %	13,3 %	21,9 %	11,3 %	6,2 %	24,0 %
Saskatchewan	1991	75,3 %	81,4 %	61,8 %	9,8 %	9,9 %	9,5 %	14,9 %	8,7 %	28,6 %
	1996	75,8 %	83,4 %	58,8 %	11,6 %	10,6 %	13,9 %	12,6 %	6,0 %	27,4 %
	2001	74,3 %	81,3 %	56,8 %	14,2 %	12,5 %	18,3 %	11,5 %	6,2 %	24,9 %
	2006	73,0 %	80,3 %	52,9 %	15,2 %	12,4 %	23,0 %	11,8 %	7,3 %	24,1 %

Annexe - Tableau 2 Logements acceptables et besoins impérieux en matière de logement, Canada, provinces et territoires, 1991-2006
 (suite)

		Ménages occupant un logement acceptable			Ménages occupant un logement inacceptable					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Alberta	1991	72,2 %	79,5 %	59,3 %	15,1 %	14,6 %	15,9 %	12,8 %	5,8 %	24,8 %
	1996	72,2 %	79,9 %	55,8 %	16,5 %	14,9 %	19,9 %	11,3 %	5,2 %	24,3 %
	2001	72,8 %	79,4 %	56,9 %	16,7 %	15,3 %	20,1 %	10,5 %	5,3 %	23,1 %
	2006	72,7 %	79,1 %	54,5 %	17,3 %	15,4 %	22,7 %	10,1 %	5,5 %	22,8 %
Colombie-Britannique	1991	69,5 %	79,2 %	51,9 %	14,9 %	14,4 %	15,9 %	15,6 %	6,4 %	32,2 %
	1996	65,6 %	75,4 %	46,3 %	17,0 %	16,2 %	18,5 %	17,4 %	8,4 %	35,2 %
	2001	66,0 %	73,9 %	49,5 %	18,2 %	17,8 %	19,1 %	15,8 %	8,3 %	31,4 %
	2006	66,0 %	73,4 %	48,2 %	19,4 %	18,4 %	21,9 %	14,6 %	8,2 %	29,9 %
Yukon	1991	64,7 %	68,5 %	58,9 %	19,0 %	18,6 %	19,8 %	16,3 %	12,8 %	21,3 %
	1996	65,3 %	69,5 %	58,2 %	15,4 %	15,8 %	14,8 %	19,2 %	14,7 %	27,0 %
	2001	67,6 %	72,0 %	58,0 %	16,6 %	18,0 %	13,6 %	15,8 %	10,0 %	28,2 %
	2006	69,6 %	75,1 %	57,9 %	14,0 %	15,1 %	12,0 %	16,3 %	9,8 %	30,0 %
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut réunis*	1991	55,7 %	58,9 %	54,3 %	15,3 %	20,4 %	13,0 %	28,9 %	20,7 %	32,8 %
	1996	58,0 %	63,7 %	54,5 %	16,5 %	21,2 %	13,6 %	25,4 %	15,2 %	32,0 %
	2001	60,4 %	63,6 %	57,9 %	14,3 %	20,1 %	9,9 %	25,3 %	16,3 %	32,1 %
	2006	60,1 %	65,4 %	56,2 %	15,3 %	20,3 %	11,7 %	24,6 %	14,4 %	32,1 %
Territoires du Nord-Ouest	1991	55,7 %	58,9 %	54,3 %	15,3 %	20,4 %	13,0 %	28,9 %	20,7 %	32,8 %
	1996	58,0 %	63,7 %	54,5 %	16,5 %	21,2 %	13,6 %	25,4 %	15,2 %	32,0 %
	2001	63,7 %	65,4 %	61,9 %	18,8 %	22,1 %	15,1 %	17,4 %	12,6 %	23,1 %
	2006	64,6 %	67,8 %	60,9 %	17,9 %	20,0 %	15,6 %	17,5 %	12,1 %	23,6 %
Nunavut	1991	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	1996	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	2001	54,6 %	57,0 %	53,8 %	6,6 %	12,9 %	4,7 %	38,8 %	30,1 %	41,4 %
	2006	52,0 %	55,0 %	51,1 %	10,7 %	21,5 %	7,6 %	37,2 %	23,8 %	41,2 %

Les chiffres ont été arrondis.

*En 1999, le Nunavut a été institué en tant que territoire distinct des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). Par conséquent, les données séparées pour le Nunavut et les T.N.-O. ne sont disponibles qu'à partir de 2001. Aux fins de comparaison, le cumul des chiffres concernant les T.N.-O. et le Nunavut a été indiqué.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).

Annexe - Tableau 3 Ménages dont le logement est de taille suffisante ou surpeuplé, Canada, provinces et territoires, 1991-2006

		Ménages dont le logement est de taille suffisante			Ménages dont le logement est surpeuplé					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Canada	1991	93,6 %	95,8 %	89,8 %	4,5 %	3,6 %	6,0 %	2,0 %	0,6 %	4,2 %
	1996	93,1 %	95,9 %	88,0 %	4,3 %	3,3 %	6,0 %	2,6 %	0,7 %	6,0 %
	2001	93,9 %	96,3 %	89,2 %	4,0 %	3,1 %	5,9 %	2,0 %	0,6 %	5,0 %
	2006	94,0 %	96,3 %	88,8 %	4,1 %	3,1 %	6,3 %	1,9 %	0,6 %	4,9 %
Terre-Neuve-et-Labrador	1991	90,9 %	91,6 %	88,1 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %	3,1 %	2,3 %	5,9 %
	1996	93,8 %	94,7 %	90,6 %	4,1 %	4,0 %	4,6 %	2,0 %	1,3 %	4,8 %
	2001	96,1 %	96,8 %	93,2 %	2,7 %	2,5 %	3,4 %	1,2 %	0,7 %	3,4 %
	2006	96,7 %	97,4 %	94,0 %	2,4 %	2,1 %	3,5 %	1,0 %	0,6 %	2,6 %
Île-du-Prince-Édouard	1991	94,2 %	94,7 %	92,8 %	4,5 %	4,4 %	4,8 %	1,3 %	0,9 %	2,4 %
	1996	94,5 %	95,7 %	91,2 %	3,9 %	3,6 %	4,5 %	1,6 %	0,6 %	4,3 %
	2001	96,3 %	97,2 %	93,9 %	2,9 %	2,6 %	3,7 %	0,8 %	0,3 %	2,4 %
	2006	96,2 %	97,0 %	93,9 %	3,0 %	2,7 %	3,8 %	0,8 %	0,3 %	2,3 %
Nouvelle-Écosse	1991	94,3 %	95,4 %	91,4 %	4,2 %	3,9 %	5,1 %	1,5 %	0,7 %	3,5 %
	1996	94,8 %	96,3 %	91,1 %	3,5 %	3,0 %	4,8 %	1,6 %	0,7 %	4,1 %
	2001	96,0 %	97,2 %	92,8 %	2,8 %	2,4 %	3,7 %	1,3 %	0,4 %	3,5 %
	2006	96,3 %	97,5 %	93,3 %	2,8 %	2,2 %	4,3 %	0,9 %	0,3 %	2,5 %
Nouveau-Brunswick	1991	94,3 %	95,4 %	91,1 %	3,6 %	3,2 %	4,5 %	2,1 %	1,4 %	4,4 %
	1996	95,1 %	96,2 %	91,6 %	3,5 %	3,2 %	4,4 %	1,4 %	0,6 %	3,9 %
	2001	96,4 %	97,1 %	94,4 %	2,8 %	2,5 %	3,6 %	0,8 %	0,4 %	2,1 %
	2006	96,7 %	97,6 %	93,9 %	2,6 %	2,2 %	3,9 %	0,7 %	0,3 %	2,2 %
Québec	1991	94,2 %	96,2 %	91,6 %	4,2 %	3,4 %	5,2 %	1,6 %	0,4 %	3,2 %
	1996	94,7 %	96,7 %	91,8 %	3,6 %	2,8 %	4,6 %	1,7 %	0,4 %	3,6 %
	2001	95,3 %	97,3 %	92,4 %	3,5 %	2,5 %	4,9 %	1,2 %	0,2 %	2,7 %
	2006	95,3 %	97,5 %	91,9 %	3,5 %	2,4 %	5,4 %	1,2 %	0,2 %	2,7 %
Ontario	1991	92,7 %	95,4 %	87,9 %	5,2 %	4,1 %	7,3 %	2,1 %	0,6 %	4,8 %
	1996	91,7 %	95,4 %	84,7 %	5,0 %	3,8 %	7,1 %	3,4 %	0,8 %	8,2 %
	2001	92,4 %	95,5 %	85,4 %	4,8 %	3,7 %	7,1 %	2,9 %	0,8 %	7,5 %
	2006	92,6 %	95,4 %	85,3 %	4,7 %	3,8 %	7,0 %	2,7 %	0,8 %	7,7 %
Manitoba	1991	93,8 %	95,8 %	90,0 %	4,2 %	3,6 %	5,3 %	2,0 %	0,6 %	4,7 %
	1996	93,8 %	96,1 %	88,8 %	4,0 %	3,3 %	5,6 %	2,2 %	0,6 %	5,6 %
	2001	94,5 %	96,2 %	90,5 %	3,8 %	3,3 %	5,2 %	1,7 %	0,5 %	4,3 %
	2006	94,1 %	96,3 %	88,8 %	3,9 %	3,0 %	6,1 %	2,0 %	0,6 %	5,2 %
Saskatchewan	1991	95,7 %	97,1 %	92,7 %	2,4 %	2,1 %	3,2 %	1,9 %	0,8 %	4,2 %
	1996	95,6 %	97,4 %	91,4 %	2,8 %	2,1 %	4,4 %	1,6 %	0,5 %	4,2 %
	2001	96,1 %	97,7 %	91,9 %	2,5 %	1,9 %	4,1 %	1,4 %	0,4 %	4,0 %
	2006	96,1 %	97,6 %	91,8 %	2,7 %	1,8 %	5,0 %	1,3 %	0,5 %	3,2 %

Annexe - Tableau 3 Ménages dont le logement est de taille suffisante ou surpeuplé, Canada, provinces et territoires, 1991-2006
(suite)

		Ménages dont le logement est de taille suffisante			Ménages dont le logement est surpeuplé					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Alberta	1991	94,5 %	96,6 %	90,7 %	3,8 %	2,8 %	5,5 %	1,7 %	0,5 %	3,7 %
	1996	94,4 %	96,6 %	89,5 %	4,0 %	2,9 %	6,5 %	1,6 %	0,5 %	4,0 %
	2001	95,0 %	96,8 %	90,4 %	3,9 %	2,8 %	6,4 %	1,2 %	0,4 %	3,1 %
	2006	95,1 %	96,8 %	90,2 %	3,8 %	2,8 %	6,7 %	1,1 %	0,4 %	3,1 %
Colombie-Britannique	1991	93,7 %	96,3 %	89,0 %	4,0 %	3,0 %	5,7 %	2,3 %	0,7 %	5,2 %
	1996	92,0 %	95,4 %	85,2 %	4,6 %	3,3 %	7,0 %	3,5 %	1,3 %	7,7 %
	2001	93,1 %	95,8 %	87,5 %	4,3 %	3,2 %	6,5 %	2,6 %	0,9 %	6,0 %
	2006	92,9 %	95,7 %	86,2 %	4,6 %	3,3 %	7,9 %	2,4 %	1,0 %	5,9 %
Yukon	1991	88,5 %	90,1 %	86,1 %	7,0 %	5,8 %	8,9 %	4,6 %	4,2 %	5,2 %
	1996	90,5 %	92,0 %	87,9 %	5,6 %	5,3 %	6,1 %	4,0 %	2,7 %	6,0 %
	2001	92,9 %	94,3 %	90,0 %	4,1 %	3,9 %	4,6 %	3,0 %	1,9 %	5,4 %
	2006	93,7 %	95,6 %	89,7 %	3,8 %	3,3 %	5,0 %	2,4 %	1,1 %	5,4 %
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut réunis*	1991	75,9 %	81,0 %	73,4 %	6,3 %	7,6 %	5,6 %	17,8 %	11,3 %	20,8 %
	1996	76,1 %	81,7 %	72,5 %	8,7 %	10,5 %	7,5 %	15,2 %	7,7 %	20,0 %
	2001	81,8 %	85,8 %	78,7 %	6,3 %	8,2 %	4,8 %	11,9 %	6,0 %	16,4 %
	2006	80,8 %	85,9 %	77,1 %	6,9 %	8,8 %	5,6 %	12,2 %	5,2 %	17,4 %
Territoires du Nord-Ouest	1991	75,9 %	81,0 %	73,4 %	6,3 %	7,6 %	5,6 %	17,8 %	11,3 %	20,8 %
	1996	76,1 %	81,7 %	72,5 %	8,7 %	10,5 %	7,5 %	15,2 %	7,7 %	20,0 %
	2001	86,7 %	88,2 %	85,1 %	7,4 %	8,2 %	6,5 %	5,8 %	3,7 %	8,4 %
	2006	87,7 %	89,0 %	86,1 %	6,9 %	7,6 %	6,1 %	5,5 %	3,4 %	7,9 %
Nunavut	1991	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	1996	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	2001	73,3 %	76,9 %	72,2 %	4,4 %	8,2 %	3,1 %	22,3 %	14,6 %	24,7 %
	2006	68,7 %	73,1 %	67,4 %	7,0 %	14,0 %	5,0 %	24,3 %	12,6 %	27,6 %

Les chiffres ont été arrondis.

*En 1999, le Nunavut a été institué en tant que territoire distinct des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). Par conséquent, les données séparées pour le Nunavut et les T.N.-O. ne sont disponibles qu'à partir de 2001. Aux fins de comparaison, le cumul des chiffres concernant les T.N.-O. et le Nunavut a été indiqué.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2006 : Numéro 3
— Qualité, taille et abordabilité du logement au Canada, 1991-2006

Annexe - Tableau 4 Ménages dont le logement est de qualité convenable ou non, Canada, provinces et territoires, 1991-2006

		Ménages dont le logement est de qualité convenable			Ménages dont le logement n'est pas de qualité convenable					
		Total	Propriétaires	Locataires	capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
					Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Canada	1991	92,2 %	92,8 %	91,2 %	5,5 %	5,6 %	5,5 %	2,3 %	1,6 %	3,3 %
	1996	92,1 %	92,6 %	91,0 %	5,6 %	5,8 %	5,2 %	2,4 %	1,6 %	3,8 %
	2001	92,2 %	92,9 %	90,8 %	5,7 %	5,8 %	5,6 %	2,1 %	1,4 %	3,5 %
	2006	92,9 %	93,9 %	90,5 %	5,2 %	5,0 %	5,8 %	1,9 %	1,1 %	3,7 %
Terre-Neuve-et-Labrador	1991	91,0 %	90,8 %	91,4 %	4,7 %	4,8 %	4,3 %	4,4 %	4,4 %	4,2 %
	1996	91,7 %	91,6 %	91,8 %	4,7 %	5,0 %	3,7 %	3,7 %	3,4 %	4,5 %
	2001	90,7 %	90,5 %	91,3 %	5,4 %	5,7 %	4,2 %	3,9 %	3,7 %	4,5 %
	2006	92,3 %	92,5 %	91,3 %	3,9 %	4,0 %	3,7 %	3,8 %	3,5 %	4,9 %
Île-du-Prince-Édouard	1991	91,7 %	91,1 %	93,2 %	5,6 %	6,1 %	4,0 %	2,8 %	2,8 %	2,9 %
	1996	90,9 %	90,7 %	91,3 %	6,2 %	6,8 %	4,5 %	3,0 %	2,5 %	4,2 %
	2001	90,7 %	90,5 %	91,1 %	6,8 %	7,2 %	5,7 %	2,5 %	2,2 %	3,2 %
	2006	91,7 %	91,6 %	91,9 %	5,9 %	6,3 %	5,0 %	2,4 %	2,2 %	3,1 %
Nouvelle-Écosse	1991	89,5 %	89,0 %	90,8 %	7,4 %	8,1 %	5,5 %	3,1 %	2,9 %	3,6 %
	1996	89,4 %	88,9 %	90,9 %	7,4 %	8,3 %	5,0 %	3,2 %	2,8 %	4,1 %
	2001	89,6 %	89,4 %	89,9 %	7,0 %	7,7 %	5,2 %	3,4 %	2,8 %	4,9 %
	2006	90,8 %	91,3 %	89,5 %	6,7 %	6,9 %	6,1 %	2,5 %	1,9 %	4,4 %
Nouveau-Brunswick	1991	88,7 %	88,2 %	90,2 %	6,3 %	6,9 %	4,6 %	5,0 %	4,9 %	5,2 %
	1996	88,1 %	87,6 %	89,7 %	8,5 %	9,4 %	5,7 %	3,4 %	2,9 %	4,7 %
	2001	89,1 %	89,0 %	89,3 %	8,4 %	8,9 %	6,6 %	2,6 %	2,0 %	4,2 %
	2006	90,6 %	90,8 %	89,9 %	7,0 %	7,2 %	6,2 %	2,4 %	1,9 %	3,9 %
Québec	1991	92,2 %	91,9 %	92,5 %	5,9 %	6,8 %	4,7 %	1,9 %	1,3 %	2,8 %
	1996	92,0 %	91,6 %	92,6 %	5,9 %	7,0 %	4,4 %	2,0 %	1,3 %	3,0 %
	2001	92,4 %	92,3 %	92,4 %	6,1 %	6,7 %	5,2 %	1,5 %	1,0 %	2,4 %
	2006	92,4 %	93,2 %	91,2 %	6,1 %	6,1 %	6,1 %	1,5 %	0,7 %	2,7 %
Ontario	1991	92,6 %	94,0 %	89,9 %	5,6 %	4,9 %	6,7 %	1,9 %	1,1 %	3,3 %
	1996	92,3 %	93,7 %	89,7 %	5,4 %	5,1 %	5,9 %	2,3 %	1,3 %	4,4 %
	2001	92,8 %	94,2 %	89,7 %	5,1 %	4,7 %	6,0 %	2,1 %	1,1 %	4,3 %
	2006	93,7 %	95,1 %	90,1 %	4,5 %	4,1 %	5,4 %	1,8 %	0,8 %	4,5 %
Manitoba	1991	91,0 %	91,0 %	91,1 %	6,3 %	6,9 %	5,1 %	2,7 %	2,2 %	3,8 %
	1996	90,4 %	90,4 %	90,6 %	6,5 %	7,2 %	5,0 %	3,1 %	2,4 %	4,5 %
	2001	90,2 %	90,4 %	89,7 %	7,2 %	7,7 %	6,1 %	2,7 %	2,0 %	4,3 %
	2006	91,2 %	91,9 %	89,6 %	6,0 %	6,2 %	5,7 %	2,7 %	1,9 %	4,7 %
Saskatchewan	1991	92,4 %	92,7 %	91,7 %	4,0 %	4,2 %	3,6 %	3,6 %	3,1 %	4,7 %
	1996	92,0 %	92,6 %	90,6 %	5,1 %	5,2 %	5,1 %	2,9 %	2,2 %	4,3 %
	2001	91,2 %	91,3 %	90,8 %	6,0 %	6,3 %	5,3 %	2,8 %	2,3 %	3,9 %
	2006	91,1 %	91,7 %	89,6 %	5,7 %	5,6 %	6,0 %	3,1 %	2,7 %	4,4 %

Annexe - Tableau 4 Ménages dont le logement est de qualité convenable ou non, Canada, provinces
(suite) et territoires, 1991-2006

		Ménages dont le logement est de qualité convenable			Ménages dont le logement n'est pas de qualité convenable					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Alberta	1991	92,6 %	93,2 %	91,6 %	5,0 %	4,9 %	5,2 %	2,4 %	1,9 %	3,2 %
	1996	93,2 %	94,0 %	91,4 %	5,0 %	4,7 %	5,6 %	1,9 %	1,3 %	3,0 %
	2001	92,9 %	93,8 %	90,7 %	5,5 %	5,1 %	6,4 %	1,7 %	1,1 %	2,9 %
	2006	93,8 %	94,8 %	90,9 %	4,6 %	4,1 %	6,2 %	1,6 %	1,1 %	2,8 %
Colombie-Britannique	1991	93,0 %	93,9 %	91,5 %	4,7 %	4,7 %	4,8 %	2,2 %	1,4 %	3,7 %
	1996	92,8 %	93,7 %	91,1 %	4,6 %	4,5 %	4,8 %	2,6 %	1,8 %	4,2 %
	2001	91,9 %	92,5 %	90,8 %	5,6 %	5,7 %	5,4 %	2,5 %	1,8 %	3,9 %
	2006	93,0 %	94,0 %	90,6 %	4,8 %	4,6 %	5,4 %	2,1 %	1,4 %	4,0 %
Yukon	1991	84,2 %	85,2 %	82,8 %	8,9 %	8,1 %	10,3 %	6,7 %	6,6 %	6,9 %
	1996	86,0 %	86,2 %	85,9 %	7,6 %	7,7 %	7,6 %	6,3 %	6,1 %	6,5 %
	2001	87,3 %	87,0 %	87,7 %	8,0 %	8,6 %	6,6 %	4,7 %	4,3 %	5,7 %
	2006	86,5 %	87,0 %	85,5 %	7,5 %	8,3 %	5,8 %	6,0 %	4,7 %	8,7 %
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut réunis*	1991	82,6 %	81,8 %	82,9 %	7,4 %	8,7 %	6,8 %	10,0 %	9,5 %	10,3 %
	1996	84,2 %	85,4 %	83,5 %	6,9 %	8,6 %	5,8 %	8,9 %	6,0 %	10,7 %
	2001	83,0 %	82,9 %	83,0 %	7,3 %	10,7 %	4,8 %	9,7 %	6,4 %	12,2 %
	2006	81,7 %	81,1 %	82,1 %	8,1 %	11,7 %	5,4 %	10,3 %	7,3 %	12,4 %
Territoires du Nord-Ouest	1991	82,6 %	81,8 %	82,9 %	7,4 %	8,7 %	6,8 %	10,0 %	9,5 %	10,3 %
	1996	84,2 %	85,4 %	83,5 %	6,9 %	8,6 %	5,8 %	8,9 %	6,0 %	10,7 %
	2001	84,1 %	82,6 %	85,8 %	9,8 %	11,9 %	7,4 %	6,1 %	5,5 %	6,9 %
	2006	82,7 %	81,0 %	84,5 %	9,8 %	12,0 %	7,2 %	7,6 %	7,0 %	8,3 %
Nunavut	1991	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	1996	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	2001	81,0 %	84,2 %	80,1 %	3,1 %	6,1 %	2,2 %	15,8 %	9,9 %	17,7 %
	2006	79,9 %	81,1 %	79,6 %	5,1 %	10,3 %	3,5 %	15,0 %	8,9 %	16,8 %

Les chiffres ont été arrondis.

*En 1999, le Nunavut a été institué en tant que territoire distinct des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). Par conséquent, les données séparées pour le Nunavut et les T.N.-O. ne sont disponibles qu'à partir de 2001. Aux fins de comparaison, le cumul des chiffres concernant les T.N.-O. et le Nunavut a été indiqué.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).

Annexe - Tableau 5 Ménages dont le logement est abordable ou non, Canada, provinces et territoires, 1991-2006

		Ménages dont le logement est abordable			Ménages dont le logement est inabordable					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Canada	1991	80,0 %	86,2 %	69,2 %	8,2 %	9,1 %	6,6 %	11,8 %	4,7 %	24,1 %
	1996	77,8 %	85,8 %	63,1 %	8,2 %	8,5 %	7,8 %	13,9 %	5,7 %	29,1 %
	2001	79,8 %	86,6 %	66,2 %	7,9 %	7,8 %	8,1 %	12,3 %	5,6 %	25,7 %
	2006	78,6 %	84,8 %	64,6 %	10,0 %	9,6 %	10,9 %	11,4 %	5,5 %	24,6 %
Terre-Neuve-et-Labrador	1991	87,1 %	91,6 %	69,9 %	3,2 %	3,1 %	3,4 %	9,7 %	5,3 %	26,7 %
	1996	84,6 %	90,4 %	63,4 %	3,7 %	3,5 %	4,6 %	11,7 %	6,1 %	32,0 %
	2001	84,0 %	89,8 %	61,7 %	4,3 %	3,9 %	5,8 %	11,7 %	6,2 %	32,5 %
	2006	83,6 %	89,3 %	61,2 %	5,1 %	4,6 %	7,2 %	11,3 %	6,1 %	31,6 %
Île-du-Prince-Édouard	1991	84,3 %	90,6 %	66,6 %	4,4 %	4,1 %	5,5 %	11,2 %	5,3 %	27,8 %
	1996	82,3 %	89,9 %	62,3 %	6,4 %	4,9 %	10,4 %	11,4 %	5,2 %	27,3 %
	2001	82,8 %	89,8 %	63,4 %	5,7 %	4,9 %	8,1 %	11,4 %	5,3 %	28,4 %
	2006	81,2 %	88,1 %	61,4 %	7,6 %	6,1 %	12,1 %	11,1 %	5,8 %	26,5 %
Nouvelle-Écosse	1991	82,6 %	88,7 %	67,3 %	5,9 %	5,8 %	6,0 %	11,5 %	5,5 %	26,7 %
	1996	80,8 %	89,1 %	59,2 %	6,2 %	5,1 %	9,0 %	13,0 %	5,8 %	31,8 %
	2001	81,2 %	89,0 %	60,6 %	5,5 %	4,7 %	7,7 %	13,3 %	6,3 %	31,8 %
	2006	80,4 %	88,2 %	59,4 %	8,7 %	7,0 %	13,1 %	10,9 %	4,8 %	27,5 %
Nouveau-Brunswick	1991	84,6 %	90,5 %	66,9 %	3,6 %	3,5 %	4,1 %	11,8 %	6,0 %	29,0 %
	1996	83,8 %	90,2 %	64,5 %	4,8 %	4,7 %	5,1 %	11,4 %	5,1 %	30,4 %
	2001	84,1 %	89,8 %	66,3 %	6,1 %	5,3 %	8,7 %	9,8 %	4,9 %	25,0 %
	2006	83,8 %	89,5 %	65,3 %	7,3 %	6,1 %	11,0 %	9,0 %	4,4 %	23,7 %
Québec	1991	78,9 %	86,4 %	69,1 %	7,8 %	9,2 %	6,0 %	13,4 %	4,4 %	24,9 %
	1996	77,2 %	86,5 %	64,2 %	7,7 %	8,3 %	6,8 %	15,2 %	5,2 %	29,0 %
	2001	80,9 %	88,6 %	69,7 %	7,4 %	7,4 %	7,5 %	11,7 %	4,0 %	22,7 %
	2006	80,6 %	88,3 %	68,5 %	9,6 %	8,6 %	11,1 %	9,9 %	3,1 %	20,4 %
Ontario	1991	79,2 %	83,8 %	70,9 %	10,4 %	11,8 %	7,9 %	10,4 %	4,4 %	21,3 %
	1996	76,2 %	83,8 %	61,7 %	9,4 %	9,9 %	8,5 %	14,4 %	6,3 %	29,8 %
	2001	78,6 %	85,3 %	63,7 %	8,1 %	8,2 %	7,8 %	13,4 %	6,6 %	28,5 %
	2006	76,1 %	82,1 %	60,7 %	10,8 %	11,0 %	10,1 %	13,1 %	6,9 %	29,2 %
Manitoba	1991	82,3 %	89,4 %	68,2 %	5,9 %	6,2 %	5,3 %	11,7 %	4,3 %	26,5 %
	1996	82,8 %	90,9 %	65,5 %	5,0 %	4,7 %	5,6 %	12,2 %	4,4 %	28,9 %
	2001	83,9 %	90,8 %	68,0 %	6,5 %	4,9 %	10,2 %	9,6 %	4,2 %	21,8 %
	2006	84,0 %	90,4 %	68,4 %	7,1 %	5,1 %	11,9 %	8,9 %	4,5 %	19,7 %
Saskatchewan	1991	84,1 %	89,8 %	71,6 %	4,0 %	4,2 %	3,7 %	11,9 %	6,0 %	24,8 %
	1996	85,0 %	91,9 %	69,5 %	4,5 %	3,9 %	5,7 %	10,6 %	4,2 %	24,8 %
	2001	83,8 %	90,5 %	67,0 %	6,6 %	5,1 %	10,4 %	9,6 %	4,5 %	22,6 %
	2006	82,5 %	89,0 %	64,7 %	8,0 %	5,8 %	14,0 %	9,5 %	5,2 %	21,3 %

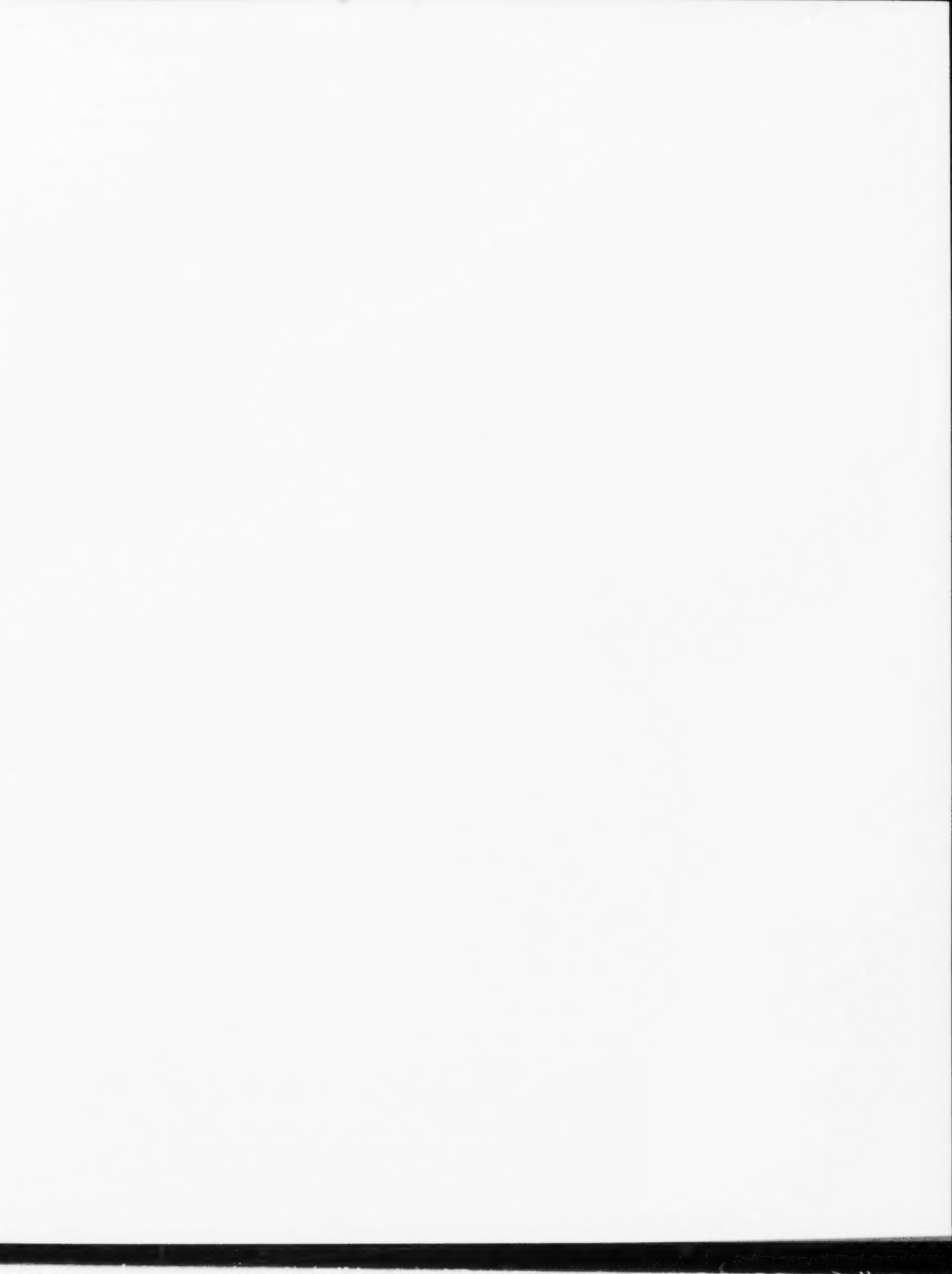
Annexe - Tableau 5 Ménages dont le logement est abordable ou non, Canada, provinces et territoires, 1991-2006
(suite)

		Ménages dont le logement est abordable			Ménages dont le logement est inabordable					
					capables d'obtenir un logement acceptable			incapables d'obtenir un logement acceptable, c.-à-d. en situation de besoins impérieux		
		Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires	Total	Propriétaires	Locataires
Alberta	1991	81,5 %	87,7 %	70,5 %	7,5 %	8,0 %	6,6 %	11,1 %	4,3 %	22,8 %
	1996	81,2 %	87,3 %	68,2 %	8,8 %	8,4 %	9,5 %	10,0 %	4,2 %	22,4 %
	2001	81,9 %	86,9 %	69,5 %	8,6 %	8,4 %	9,1 %	9,5 %	4,7 %	21,3 %
	2006	80,9 %	85,7 %	67,2 %	10,1 %	9,5 %	11,8 %	9,0 %	4,8 %	20,9 %
Colombie-Britannique	1991	78,7 %	87,1 %	63,6 %	7,4 %	7,8 %	6,9 %	13,8 %	5,2 %	29,6 %
	1996	75,2 %	83,4 %	59,1 %	9,5 %	9,8 %	8,7 %	15,3 %	6,7 %	32,2 %
	2001	75,9 %	82,4 %	62,3 %	10,2 %	10,7 %	9,0 %	14,0 %	6,9 %	28,7 %
	2006	75,4 %	80,8 %	62,3 %	11,7 %	12,1 %	10,8 %	12,9 %	7,1 %	26,9 %
Yukon	1991	86,1 %	88,2 %	83,0 %	4,7 %	6,3 %	2,4 %	9,3 %	5,5 %	14,7 %
	1996	82,7 %	85,9 %	77,0 %	3,8 %	4,6 %	2,3 %	13,5 %	9,4 %	20,7 %
	2001	82,6 %	87,4 %	72,3 %	5,8 %	6,7 %	3,8 %	11,7 %	6,0 %	23,7 %
	2006	84,4 %	89,3 %	74,2 %	3,9 %	4,9 %	1,9 %	11,7 %	5,9 %	23,9 %
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut réunis*	1991	88,1 %	86,1 %	89,0 %	3,5 %	7,0 %	1,9 %	8,4 %	6,9 %	9,1 %
	1996	89,5 %	89,4 %	89,6 %	3,1 %	5,0 %	1,9 %	7,4 %	5,6 %	8,5 %
	2001	88,2 %	88,3 %	88,0 %	2,7 %	4,0 %	1,7 %	9,2 %	7,7 %	10,3 %
	2006	89,6 %	91,4 %	88,2 %	2,3 %	2,6 %	2,0 %	8,2 %	5,9 %	9,8 %
Territoires du Nord-Ouest	1991	88,1 %	86,1 %	89,0 %	3,5 %	7,0 %	1,9 %	8,4 %	6,9 %	9,1 %
	1996	89,5 %	89,4 %	89,6 %	3,1 %	5,0 %	1,9 %	7,4 %	5,6 %	8,5 %
	2001	86,5 %	88,5 %	84,1 %	4,0 %	4,9 %	3,1 %	9,5 %	6,5 %	12,8 %
	2006	88,0 %	92,0 %	83,5 %	3,3 %	3,1 %	3,6 %	8,7 %	5,0 %	12,9 %
Nunavut	1991	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	1996	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	2001	90,9 %	87,4 %	92,1 %	0,4 %	0,6 %	0,4 %	8,7 %	12,3 %	7,6 %
	2006	92,3 %	89,1 %	93,2 %	0,4 %	0,9 %	0,3 %	7,3 %	9,7 %	6,5 %

Les chiffres ont été arrondis.

*En 1999, le Nunavut a été institué en tant que territoire distinct des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). Par conséquent, les données séparées pour le Nunavut et les T.N.-O. ne sont disponibles qu'à partir de 2001. Aux fins de comparaison, le cumul des chiffres concernant les T.N.-O. et le Nunavut a été indiqué.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement fondés sur les résultats du recensement).



Auteur : Roger Lewis, Politiques et la recherche,
Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la *Loi nationale sur l'habitation*, le gouvernement du Canada verse des fonds à la SCHL afin de lui permettre de faire de la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et d'en publier et d'en diffuser les résultats.

Le présent feuillet documentaire fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Pour consulter d'autres feuillets *Le Point en recherche* et pour prendre connaissance d'un large éventail de produits d'information, visitez notre site Web au

www.schl.ca

ou communiquez avec la

Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7

Téléphone : 1-800-668-2642
Télécopieur : 1-800-245-9274

©2009, Société canadienne d'hypothèques et de logement
Imprimé au Canada
Réalisation : SCHL

29-01-09

Bien que ce produit d'information se fonde sur les connaissances actuelles des experts en habitation, il n'a pour but que d'offrir des renseignements d'ordre général. Les lecteurs assument la responsabilité des mesures ou décisions prises sur la foi des renseignements contenus dans le présent ouvrage. Il revient aux lecteurs de consulter les ressources documentaires pertinentes et les spécialistes du domaine concerné afin de déterminer si, dans leur cas, les renseignements, les matériaux et les techniques sont sécuritaires et conviennent à leurs besoins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se dégage de toute responsabilité relativement aux conséquences résultant de l'utilisation des renseignements, des matériaux et des techniques contenus dans le présent ouvrage.